

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 11 FÉVRIER 2007

N° 333 PRIX 0,60 Euro



G U I N É E

LES JOURS DU DICTATEUR

LANSANA CONTÉ SONT-ILS COMPTÉS ?

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial:

Page 3
Sénégal: Election présidentielle, rien à attendre de leurs promesses.

Page 7
Mali: Pour ATT et Khadafi, c'est la mosquée d'abord !

Page 8
Côte d'Ivoire: Qui sème le vent ...

Page 10
Tchad: Le ralliement, un rapide chemin vers la mangeoire ?

Page 11
Immigration: Un cargo de passagers "clandestins" indésirables

ABONNEMENT
FRANCE:

12 numéros : 15 euros
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

G U I N É E

**LES JOURS DU DICTATEUR
LANSANA CONTÉ SONT-ILS COMPTÉS ?**

A l'annonce de la nomination du Premier ministre de la Guinée, Eugène Camara, la population mécontente a manifesté spontanément à Conakry et dans les grandes villes du pays. Les manifestants se sont attaqués à tout ce qui pouvait symboliser à leurs yeux le pouvoir central et sa dictature. En particulier ce sont les commissariats de police, les bâtiments publics qui ont été saccagés par les manifestants. Au cours de l'affrontement du 10 février avec les forces de l'ordre il y a eu au moins vingt-trois morts.

La grève générale déclenchée le 10 janvier par la Confédération nationale des travailleurs de Guinée (UNTG) et l'Union syndicale des travailleurs de Guinée (USTG) a duré 18 jours. Les syndicats réclamaient des augmentations de salaires, la fin de la corruption, la diminution des prix des denrées alimentaires et la nomination d'un Premier ministre « de consensus », pas lié au dictateur. Celui-ci a essayé de briser la grève. Des dirigeants syndicaux ont été arrêtés et emprisonnés. Ils les a relâchés aussitôt, tellement le mécontentement grondait dans tout le pays. Cette grève a paralysé toute la Guinée. La répression, brutale, a fait une centaine de morts et des centaines de blessés.

Enfin le régime a été forcé de faire de vagues promesses comme la diminution des prix de quelques denrées alimentaires et la nomination d'un nouveau Premier ministre. Les syndicats se sont contentés des promesses de ce dictateur pour annoncer la fin de la grève générale. Comme Lansana Conté, malade et presque impotent, ne se pressait pas à nommer un Premier ministre, les dirigeants syndicaux ont menacé de déclencher de nouveau la grève générale si le Premier ministre n'était pas désigné avant le 12 février. Il faut croire qu'ils ont senti que la révolte gronde et se fait jour au sein de la population, et surtout parmi la jeunesse estudiantine.

Enfin, Lansana Conté a procédé à la nomination d'Eugène Camara le 9 février. Cet homme est connu comme étant un proche du dictateur. C'est son ministre des « Affaires présidentielles ». Cette nomination a été ressentie, à juste titre, comme une provocation. Le soir même de l'annonce faite à la télévision, la population a réagi violemment. Des barricades commençaient à être dressées dès la nuit tombée. Le lendemain, la population est descendue dans les rues pour réclamer cette fois-ci le départ du dictateur. Les dirigeants syndicaux et les partis d'opposition se sont sentis ragougnés par cette radicalisation qu'ils ne voulaient pas spécialement. Ils se sont donc mis à la remorque de la jeunesse dans la rue en se mettant eux aussi à réclamer le départ du dictateur. Jusqu'ici, celui-ci se cramponne au pouvoir. Mais pour combien de temps encore? Il semble toujours avoir le soutien de l'armée. Mais si cette crise dure plus longtemps, elle risque d'avoir des répercussions sur les activités économiques des trusts qui pillent les richesses du pays. Il n'est pas impossible alors que les dirigeants de ces trusts comme ceux des grandes puissances qui soutiennent jusqu'ici le dictateur guinéen finissent par le lâcher pour sauver leurs profits. Ils trouveront certainement un remplaçant pour faire figure d'homme nouveau.

Ce qui est sûr, c'est que quel que soit le remplaçant du dictateur actuel, choisi par les grandes puissances ou par l'armée, cela ne résoudra aucunement les profondes aspirations de la population laborieuse. Car les causes profondes de la révolte actuelle de la population sont tout d'abord la situation catastrophique dans laquelle elle vit. Même ceux qui ont la chance d'avoir un petit emploi ne peuvent plus vivre de leurs maigres salaires. Il y a une flambée des prix des denrées et des transports. Les salaires des petits employés ne suffisent plus depuis des années à joindre les deux bouts. Pourtant la Guinée est un des pays où les richesses minières sont colossales. Le pays regorge des minerais de bauxite, d'or et de fer. Les sociétés capitalistes sont là pour les exploiter. Elles en laissent des miettes pour les hommes au pouvoir et la population n'en voit pas la couleur. La Guinée fait partie des pays les plus pauvres du monde. La population est fatiguée de souffrir. Elle est en colère contre la corruption qui gangrène l'Etat à tous les échelons. La dictature de Lansana Conté ne parvient plus à faire taire la contestation. Il est peut-être en train de vivre la même situation que le dictateur malien Moussa Traoré en 1991, juste avant son renversement par une population en colère.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE AU SÉNÉGAL

RIEN À ATTENDRE DE LEURS PROMESSES !

A un peu plus d'un mois de la date officielle de la tenue du premier tour de l'élection présidentielle prévue pour le 25 février prochain, les états majors des principaux partis politiques dits d'"opposition" soupçonnent le président Wade qui s'est porté candidat à sa propre succession, de vouloir tripatouiller la constitution au dernier moment pour

pouvoir modifier la date du scrutin selon ses convenances. Les dirigeants de ces partis soupçonnent les partisans du président sortant de préparer une fraude massive, de retarder la distribution des cartes d'électeurs dans les zones qui ne leur sont pas acquises d'avance ou de vouloir tripatouiller le fichier électoral. En l'espace de quelques mois Wade a déjà modifié deux fois

les dates des élections législatives prévues pour juin 2007.



Seck et Wade à l'époque de l'entente cordiale.

C'est donc pour protester contre ces tripatouillages que plusieurs partis politiques ont appelé à une manifestation de rue, à Dakar, pour le 27 janvier dernier. Le gouvernement a refusé d'autoriser la tenue de cette manifestation mais les partis organisateurs ont néanmoins maintenu leur appel. Quelques centaines de manifestants ont tout de même osé braver l'interdiction. La police a chargé violemment avec des tirs de grenades lacrymogènes et des balles de caoutchouc. Trois dirigeants de l'opposition (Tanour Dieng, Moustagha Niasse, et Abdoulaye Bathily) ont été malmenés et embarqués au commissariat où ils ont passé quelques heures avant d'être relâchés. L'un d'entre eux a même reçu deux balles en caoutchouc dans la cuisse.

Cette manifestation a au moins eu le mérite de forcer le président à déclarer publiquement que les élections présidentielle et législatives se tiendront aux dates prévues.

Quinze candidats sont en lice pour le scrutin présidentiel. Parmi eux il y a l'actuel président Wade (candidat du PDS), son ex-dauphin, ex-bras droit et ex-Premier ministre, Idrissa Seck, son deuxième

ex-Premier ministre, Moustaha Niasse, le dirigeant du Parti Socialiste, Tanour Dieng (héritier de l'ancien président Abdou Diouf), le dirigeant de l'Aj/Pads Landing Savané qui est en même temps un des principaux ministres actuels de Wade. Il y a aussi d'autres personnalités comme Abdoulaye Bathily du LD/MPT (lui aussi ancien ministre de Wade), Robert Sagna, actuel maire de Ziguinchor et ancien cacique du PS, Jacques Senghor, neveu du premier président sénégalais du même nom, etc. La plupart de ces gens-là font parti du petit monde de privilégiés, de politiciens professionnels. Nombreux parmi eux ont mangé à tous les râteliers. Moustapha Niasse par exemple fut un des barons du PS, un des principaux ministres sous Diouf. Il passa à l'"opposition" et devint Premier ministre de Wade avant de retourner à l'opposition.

Et comme il n'y a pas tellement grand chose qui les distingue les uns des autres, et surtout pas leur bilan de passage au gouvernement, ils cherchent surtout à se distinguer par les promesses électorales et les démagogies de toutes sortes. Presque à tour de rôle, ils viennent rendre visite aux grands marabouts, à Touba, Mbacké, ou Tivaouane pour recevoir leur bénédiction et influencer ainsi un électorat sensible aux prêches maraboutiques, surtout dans cette période où les idées islamistes progressent au Sénégal.

Lorsqu'ils vont dans une localité vivant de la pêche, ils promettent d'aider le secteur de la pêche. Aux agriculteurs, ils promettent des irrigations, du matériel agricole, des facilités pour les semences ou le transport des produits de la terre. Aux artisans, ils promettent de promouvoir leur savoir-faire, aux jeunes des emplois, aux Casamaçais plus d'infrastructures pour rattraper leur retard, etc. C'est la braderie avant la fermeture du magasin! Promettre des choses

qu'ils ne tiendront pas ne leur coûte rien. Wade avait promis du travail pour les jeunes chômeurs lorsqu'il était dans l'opposition sous le régime de Diouf. Une fois au pouvoir, il continua la même politique que Diouf. Il n'y a que les clés du palais présidentiel, des ministères et autres postes lucratifs qui ont changé de propriétaires.

Les conditions de vie difficiles de l'écrasante majorité de la population ne font pas partie

des choses qui préoccupent ces politiciens pourris. Eux, ils ne pensent qu'à leur carrière, à se positionner pour obtenir le poste le plus lucratif, à se vendre au plus offrant. Quel que soit donc l'élu qui sortira du scrutin, la population laborieuse n'a rien à attendre de lui. Les augmentations de salaires, les meilleures conditions d'existence, l'éducation et la santé de leurs enfants, les travailleurs ne pourront les imposer que par leur force et leur organisation collectives.

SENEGAL

QUAND MOUSTAPHA NIASSE PRÉTEND DÉTENIR DES PREUVES CONTRE WADE SUR LE NAUFRAGE DU JOOLA

Lors d'un meeting électoral en Casamance, Moustapha Niasse, candidat de la Coalition alternative 2007 est revenu sur le drame du naufrage du bateau Joola qui fit plus de 1500 morts en 2002. Il dit que "Wade a une responsabilité dans le drame du Joola... Depuis le mois de février de cette année-là, le gouvernement, y compris, Abdoulaye Wade savaient que le bateau Le Joola risquait de sombrer". Il explique que les trois moteurs de ce bateau étaient "morts" et que c'est délibérément que les autorités ont décidé de remettre à l'eau ce bateau avec un seul moteur en fonction. Niasse dit avoir les preuves de ce qu'il avance, des échanges de lettres qu'il est prêt à montrer à la Division des investigations criminelles si on le convoque. Interrogé par les journalistes sur ces déclarations, le président Wade s'est contenté de dire que Niasse "ment".

Mais les déclarations de Niasse ne constituent aucunement un scoop pour les familles des victimes. Ce n'était un secret pour personne que

le Joola, en plus d'être vétuste n'était même pas approprié à ce genre de transport au large des côtes. C'était un bateau à fond plat qui ne pouvait pas supporter les vagues de haute mer. De plus il était surchargé de voyageurs et de marchandises. Et c'est par coup de chance qu'il n'avait pas chaviré bien auparavant. Le ministère des armées qui avait en charge la gestion de ce trafic entre la capitale et Zinguinchor, ainsi que l'entretien du bateau, était parfaitement au courant de tous ces faits. Mais tous les dirigeants concernés fermaient les yeux car ils étaient les premiers bénéficiaires des rentrées d'argent du trafic. Plus il y avait des passagers et des marchandises, plus ils touchaient. Depuis des années ils jouaient ainsi avec la vie des passagers.

Tout le monde savait ces choses-là. Elles sont courantes dans bien d'autres domaines. C'est pour cela que dès que la nouvelle du naufrage a couru dans le pays, il y eut une sorte de vent de colère, surtout à Dakar et à Zinguinchor.

Des centaines de proches des victimes sont venus jusqu'aux grilles du palais présidentiel pour demander des comptes. Wade a très rapidement été forcé d'admettre que l'Etat portait la responsabilité de ce naufrage et avait promis d'indemniser les victimes.

Mais si Moustapha Niasse avait

des "preuves" impliquant personnellement Wade ou d'autres ministres, pourquoi a-t-il donc attendu si longtemps pour les dévoiler. Rappelons qu'il a été Premier ministre de Wade, bien après le naufrage, mais qu'il avait fermé sa bouche sur la vérité dont il prétend détenir des preuves. Cela s'appelle complicité sur un crime.

S É N É G A L

LES EMPLOYÉS DE L'EX-SOTRAC ATTENDENT DEPUIS 7 ANS LE PAYEMENT DE LEURS ARRIÉRÉS PAR L'ÉTAT

Depuis sept ans les agents de l'ex-Sotrac (Société de Transport du Cap Vert) attendent toujours le paiement de leurs indemnités non payées par l'Etat sénégalais. Cette société de transport public de Dakar et de sa banlieue employait 2 500 personnes avant d'être privatisée par Wade lorsqu'il arriva au pouvoir en 2 000. L'Etat leur doit une somme de 4 milliards de francs Cfa pour "81 mois de différentiels de salaires, 19 mois de service minimum et le paiement de l'indemnité spéciale". "La plupart d'entre nous sont morts, d'autres malades sous le poids de l'âge. Qu'on nous paye notre argent. C'est tout ce que l'on demande. Nous sommes fatigués. Trop c'est trop!". Ce sont là les paroles d'un des ex-employés de la Sotrac.

La colère est d'autant plus

grande parmi les anciens employés de la Sotrac que l'Etat avait déjà promis dès le 1er septembre 2005 le paiement de ces arriérés. Mais moins d'un an après, en juillet 2006, le ministre de la Fonction publique leur dit que leur dossier est "égaré". Une nouvelle promesse de paiement leur a été faite par ce ministre. Mais depuis, rien. Aujourd'hui, l'Intersyndicale des ex-travailleurs de la Sotrac remet cette légitime revendication sur le tapis car le gouvernement promet le règlement de cette somme mais c'est toujours sans lendemain.

En cette période électorale, c'est une bonne chose de rappeler à la population que lorsqu'il s'agit de régler une injustice (pourtant reconnue) dont sont victimes des travailleurs, le gouvernement est toujours aux abonnés absents.

MALI**POUR ATT ET KHADAFI
C'EST LA MOSQUÉE D'ABORD !**

Le 2 février dernier, Amadou Toumani Touré a procédé à la pose de la première pierre de la construction de la grande mosquée de Ségou, projet financé par Khadafi, dont le montant s'élève à 1,5 milliard de francs CFA.

Le pays manque tellement de structures et d'infra-structures que même les besoins les plus élémentaires de la population ne sont pas satisfaits. L'eau potable par exemple manque cruellement. Dans certains villages, les femmes sont obligées de parcourir des kilomètres pour aller la chercher. Quant aux hôpitaux pour la plupart délabrés, il y en a où l'on ne trouve même pas un comprimé d'aspirine. Il manque aussi des maternités : il faut transporter la femme enceinte à des

dizaines de kilomètres pour qu'elle puisse accoucher. Dans certains villages, ce sont les travailleurs immigrés qui ont cotisé pour construire de petits châteaux d'eau ou de petits barrages de rétention d'eau de pluie. De même ce sont eux qui construisent les écoles et les maternités. Ils sont obligés de faire tout cela parce que l'Etat malien est complètement absent. Mais les dirigeants sont toujours présents quant il faut inaugurer.

Le milliard et demi de francs CFA aurait pu servir à la réalisation de certains travaux utiles à la population. Mais ce n'est ni dans le souci de Toumani Touré ni dans celui du donateur mégalomane Khadafi.

À QUI PROFITE L'OR ?

Le directeur de la société Anglogold-Ashanti, qui exploite les mines d'or au Mali, dans la région de Kayes ainsi qu'au sud de la capitale Bamako, a déclaré avec une certaine fierté avoir versé une somme de 122 milliards de francs Cfa à l'Etat malien sous formes d'impôts, de droits de douane, de remboursements de prêts, etc. Cela ferait 14,7% du budget de l'Etat malien pour l'année 2006. Il n'a rien dit sur les profits réels qu'a fait cette société en payant très

mal la main d'oeuvre, en ne s'occupant ni du logement, ni de la santé ni de la sécurité de ses petits employés. L'or ne sort pas comme cela de la terre sous forme de lingots prêts à être acheminés vers les coffres forts. C'est le travail de mineurs qui risquent leur vie et leur santé pour un salaire dérisoire. Les seuls gagnants dans cette affaire, ce sont d'abord les dirigeants de ce trust et ensuite ceux de l'Etat malien qui ramassent au passage quelques miettes.

CÔTE D'IVOIRE**QUI SÈME LE VENT ...**

Les 3 000 jeunes recrutés au lendemain du déclenchement de la crise armée du 19 septembre 2002, appelés aussi "soldats Blé Goudé" ont entamé un mouvement de protestation qui dure depuis plusieurs jours. A Bouaflé, Zuénoula, Gohitafla, Yamoussoukro et Abengourou, ces recrues ont paralysé les villes en tirant des coups de feu en l'air à l'aide de leurs Kalachnikovs. Ils réclament la prime "Haut les Coeurs" et une solde régulière, l'accès aux concours militaires et paramilitaires, la prise en charge des veuves en cas de décès aux combats. Ils réclament surtout leur intégration dans l'armée. Cette revendication n'est pas nouvelle puisqu'il y a onze mois, une délégation l'avait formulée au Chef de l'Etat. Celui-ci avait promis de caser certains jeunes dans les corps de police, de gendarmerie, des douanes, des eaux et forêts, etc. C'était sans doute une manière pour lui de gagner du temps sans régler le problème.

En cette période de "dialogue direct" entre Gbagbo et Soro, ces soldats craignent sans doute d'être les laissés-pour-compte dans le cadre d'une éventuelle mise en application du programme DDR (Démobilisation, Désarmement, Réinsertion). En effet, ils ne sont pas reconnus comme militaires mais comme milice armée du régime de Gbagbo.

Par ailleurs, les cadres de la hiérarchie militaire qui s'étaient empressés dans un premier temps de leur donner un uniforme et surtout des fusils et de les envoyer au front, vers la zone de confiance, ne

veulent pas d'eux au sein de l'armée. Un gradé s'exprimait en ces termes dans le journal "24 heures": "Les recrutements se sont faits sur des bases purement ethnistes. On ne construit pas une nouvelle armée sur ces bases. Et puis il y a une chose [...] c'est qu'ils sont trop indisciplinés. Ils n'ont aucun respect du chef et de la hiérarchie [...], nous ne pouvons pas faire l'armée avec ces gens-là". Les porte-paroles de ces jeunes recrues ont indiqué qu'il n'était pas question pour eux de retourner à la vie civile.

Mangou Philippe, chef d'Etat Major des Armées s'est dépêché d'aller en hélicoptère dans les casernes, à leur rencontre avec des sacs de billets de banque, pour désamorcer la crise. Il leur aurait promis d'en référer à Gbagbo et de leur donner une réponse dans une dizaine de jours.

Pour le moment, ces jeunes soldats ont des arguments et surtout leurs kalachnikovs. Ils restent groupés entre eux. En tirant des rafales en l'air dans les rues des villes, ils font comprendre aux hommes du pouvoir et à la hiérarchie militaire qu'ils ne sont pas prêts à se laisser démobiliser et à retourner dans la galère et le désœuvrement. Le pouvoir risque de payer au prix fort sa politique ethniste à courte vue qui a consisté à enrôler des jeunes "sudistes" sur la base de leur hostilité à l'égard des Dioula. A vouloir jouer avec l'ethnisme et armer les gens sur cette base, Gbagbo s'est mis lui-même dans une situation difficile vis-à-vis de ses propres partisans.

CÔTE D'IVOIRE**YAMOUSSOUKRO EN CHANTIER AU MOMENT
OÙ LE PAYS TOMBE DANS LE DÉLABREMENT**

Laurent Gbagbo s'est lancé dans une politique de grandes réalisations. Il veut poursuivre le transfert de la capitale politique du pays à Yamoussoukro. C'est dans cette optique qu'il a déjà fait sortir de sol un palais des députés à coups de milliards. Suite à cela, c'est la Présidence et un Sénat qui sont en chantier. Il faut noter qu'il n'existe pas de sénateurs en Côte d'Ivoire et même que la constitution ne prévoit aucune disposition pour ça. Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces réalisations ne sont pas de grande utilité publique.

Actuellement, est-ce que c'est ce qu'il y a de mieux à faire? Les écoles primaires, les collèges et les lycées du pays sont bondés de sorte que l'Etat est obligé d'orienter les élèves vers les

écoles privées. Pour la majorité des jeunes, diplômés ou pas, trouver un premier emploi n'est pas du tout évident. Les enfants des familles en difficulté sont obligés d'aller se faire placer comme filles de ménage au moment où elles devraient encore être à l'école. L'état des routes est plus que déplorable. Les hôpitaux sont tellement dégradés et mal approvisionnés en matériels et médicaments que lorsque des malades y entrent, surtout s'ils manquent de moyen, ils peuvent en sortir encore plus malades. Malheureusement beaucoup y laissent la vie même pour des maladies bénignes.

Mais toute cette misère ambiante et visible à l'oeil nu, la détresse humaine qui s'étale au vu et au su de tous, ne semblent pas empêcher Gbagbo de s'engager dans des oeuvres de prestige.

**LES MUTILATIONS SEXUELLES
NE DOIVENT PLUS ÊTRE TOLÉRÉES !**

Dans la sous-préfecture de Gbapleu située dans la région de Duékoué, 192 femmes ont accepté de ne plus pratiquer de mutilations génitales féminines ou excisions.

Une cérémonie de "dépôt collectif de couteaux" a été organisée à l'initiative de l'ONG Odafem (Organisation pour le développement des activités des femmes).

L'excision se pratique dans les régions du Nord et de l'Ouest. Pratiquée dans des conditions dangereuses, elle peut provoquer des infections de toutes sortes dont le SIDA, des hémorragies mortelles.

Cette pratique rétrograde n'a aucun fondement sinon celui d'être imposé par une société qui méprise la femme, qui la relègue au rang de citoyenne de 2^{ème} zone. Elle consiste à charcuter des filles pour leur enlever les organes susceptibles de leur procurer un plaisir pendant l'acte sexuel. Cela garantissait, une fois qu'elles seront adultes, aux yeux de leurs maris, une certaine fidélité. L'excision qui est une pratique d'un autre âge doit être combattue.

Amener des exciseuses à arrêter de faire des mutilations est un premier pas. Les ONG qui le leur font franchir ont un certain mérite. Mais ce n'est pas suffisant. Ce sont les parents qu'il faut sensibiliser

car tant qu'il y aura des familles qui voudront mutiler leurs filles, il se trouvera toujours des exciseuses attirées par l'appât du gain.

Et pour toucher toutes ces régions, des campagnes d'envergure dont seul l'Etat a les moyens sont nécessaires. Mais cela ne l'intéresse pas. Même si, pour se donner hypocritement bonne conscience, l'Etat a prévu des peines d'emprisonnement allant de 1 à 5 ans accompagnées d'amendes de 360 000 à 2 000 000 de francs CFA. Des peines de 5 à 20 ans de prison peuvent être appliquées lorsque la victime décède. C'est ce que prévoit la loi du 23 décembre 1998. Mais personne n'a jamais été inquiétée. Il y a une tolérance criminelle des autorités qui ne dit pas son nom.

Comme exemple, il y a environ 3 mois, ont eu lieu à Biankouma, des festivités où des familles fêtaient leurs filles excisées. L'événement a même fait l'objet d'un reportage dans le journal gouvernemental Fraternité-Matin. Il n'y avait pas besoin d'enquêtes pour connaître et empêcher d'agir ces coupables et leurs complices.

La plupart du temps, les autorités et les journalistes qui couvrent les cérémonies de festivités liées à ces pratiques, s'accommodent bien de ce qu'ils appellent la "tradition". Ces gens-là sont incapables de moderniser un tant soit peu la société, de la débarrasser des pratiques datant des périodes très lointaines. Un peu plus et ils vont tolérer au nom de la "tradition", le retour aux sacrifices humains.

T C H A D

LE RALLIEMENT, UN RAPIDE CHEMIN VERS LA MANGEOIRE ?

Mahamat Nour, le dirigeant du FUC (Front uni pour le changement démocratique) et son porte-parole à Paris Laona Gong Raoul sont arrivés depuis plusieurs jours à Ndjaména, en provenance de Libye. En attendant de les nommer dans son gouvernement,

Idriss Déby les a logés dans un hôtel de luxe où ils vivent à l'aise. A l'oeil, ils mangent, boivent et dorment grâce à l'argent des contribuables et aux dividendes du pétrole.

Laona, quand il était ici dans l'immigration, disait que le FUC n'était pas une organisation armée comme les autres; que le mouvement voulait sincèrement réunir tous les "Tchadiens et les Tchadiennes" épris de paix et de justice; qu'il cherchait à préparer le terrain pour une vraie réconciliation "des enfants" du pays. Par conséquent les critiques envers le mouvement, et surtout ceux qui disaient que ses dirigeants pratiquaient la "politique du ventre" n'étaient que des détracteurs, et leurs arguments non fondés. Aussi leur envoyaient-il le programme du FUC dont la plus grande partie ne fait que retracer



Des représentants en France
du Front Uni pour le changement
démocratique au Tchad (FUCD)

l'historique du Tchad depuis l'indépendance jusqu'à maintenant, historique que la plupart des Tchadiens connaissent. Ce programme se termine par ce que ferait le FUC en cas de prise de pouvoir : créer un large "consensus" des Tchadiens pour le changement et la démocratie.

Ce n'était que parole en l'air. On sait aujourd'hui où les a conduit leur politique : dans les pattes du dictateur Déby.

Mais il paraît que les négociations étaient très dures, le FUC ayant mis la barre très haute. Ils exigeaient plusieurs postes ministériels dont celui de Premier ministre, et l'intégration de leurs combattants dans l'armée avec de hauts grades. En contrepartie Idriss Déby aurait donné comme mission au FUC d'éliminer, du moins de punir ses frères zakawas, rebelles du Darfour, qui ne lui obéissent plus, et même qui ont retourné les armes contre son pouvoir. On ne connaît pas les termes de l'accord entre le FUC et le régime de Déby mais on sait le résultat : le ralliement de Nour.

C'est après plusieurs tentatives infructueuses pour s'emparer du pouvoir par la force des armes que certains dirigeants rebelles, comme Nour, découragés ou

impatients ou par opportunisme, ont choisi le plus court chemin, peut-être, vers la mangeoire gouvernementale. On se rappelle le jour où Laona, sur une chaîne de télévision française, pleurait sur son sort. Il critiquait l'armée française qui avait tiré sur une colonne du FUC, qui se dirigeait vers Ndjaména. Si ce n'était pas cette intervention militaire aérienne, le sort de Déby était réglé, disait-il.

En septembre prochain, Déby va toucher environ 900 milliards de francs CFA au titre des impôts sur les sociétés (pétrolières surtout). Lui, son clan et son entourage se frottent déjà les mains. Comme d'habitude, la population laborieuse n'en verra même pas la couleur. Une partie va servir à commander des armes pour combattre les rebelles ou à acheter des dirigeants comme Mahamat Nour et autres.

Pourtant une partie de cet argent suffirait largement à enlever les immondices qui jonchent les quartiers populaires de Ndjaména, à dégager les détritiques qui bouchent les caniveaux, à acheter des médicaments pour les hôpitaux dépourvus, etc.

Mais là n'est pas le souci de ces voleurs et corrompus de dirigeants.

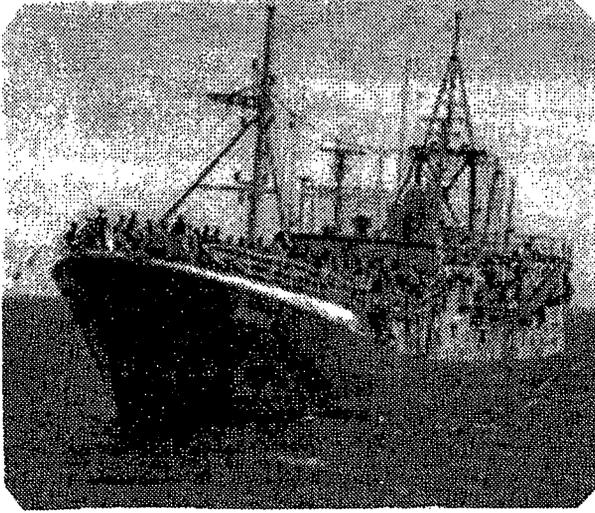
IMMIGRATION

UN CARGO DE PASSAGERS "CLANDESTINS" INDÉSIRABLES

Un cargo transportant plusieurs centaines de passagers en provenance du Pakistan, de l'Inde, du Bangladesh, et de plusieurs pays africains s'est trouvé en détresse le 3 février dernier après avoir effectué une escale à Conakry, la capitale guinéenne. Il se dirigeait vers les îles Canaries. Son moteur était en panne. Il a lancé un signal

de détresse une fois au large du Sénégal. Un remorqueur espagnol est venu à son secours pour l'acheminer vers le port de Noudhibou, en Mauritanie. Mais les autorités mauritaniennes ont refusé d'accueillir les naufragés prétextant qu'elles n'avaient rien à voir ni avec ce bateau ni avec ses passagers. Les autorités espagnoles

de leur côté ne veulent pas non plus de ces indésirables "clandestins"



Cargo "Marine I" en détresse
au large de la Mauritanie

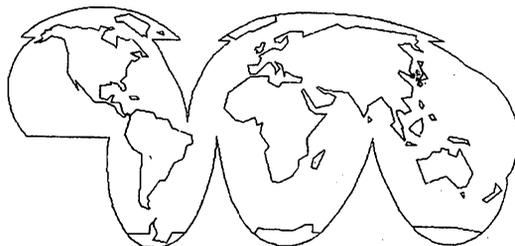
sur leur sol. Plus d'une semaine durant, ce bateau et ses passagers dont personne n'en veut, ont erré au large des côtes mauritaniennes, sans nourriture à bord, avec des enfants et des adultes affaiblis. Ce n'est que le 9 février qu'un accord a été conclu non sans difficulté entre les autorités mauritaniennes et espagnoles pour que le bateau puisse accoster à Nouadhibou. Le gouvernement espagnol a promis à la Mauritanie une "aide exceptionnelle" de 650 000 euros pour "renforcer ses frontières et lutter plus efficacement contre l'immigration illégale". Les dirigeants guinéens ont également promis d'envoyer une mission en Mauritanie pour identifier leurs ressortissants et les rapatrier en Guinée. Les autres

passagers seront parait-il pris en charge par l'OIM (Organisation International pour les Migrations), basée à Genève.

S'il s'agissait d'un bateau transportant des touristes fortunés, il n'y a pas de doute, il aurait été immédiatement secouru et ses passagers choyés. Mais là il s'agit de crèves la faim qui fuient la misère sévissant dans leur pays pour tenter l'espoir d'une vie meilleure en Europe. Ils voyagent au péril de leur vie dans des embarcations de fortune. Rien qu'au cours des sept derniers mois de l'année dernière, les autorités des Canaries affirment avoir repêché près de 600 corps. Le nombre des victimes est certainement beaucoup plus élevé car tous les corps ne sont pas retrouvés. Et si malgré tous ces risques un nombre toujours plus grand de "clandestins" continuent de voyager de la sorte, en payant toujours plus cher le prix du voyage, c'est qu'ils estiment que le fait de rester dans la misère au pays les condamne à coup sûr de mourir autrement, à petit feu.

Les dirigeants de nos pays, comme ceux des pays riches qui sont les défenseurs de ce système capitaliste qui pille les pays du monde entier et qui réduit de plus en plus de personnes dans la misère, sont sans pitié envers les victimes de leur système inhumain. Mais à force de semer la misère aux quatre coins de la planète, ils finiront par récolter la tempête qu'ils méritent.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.